

TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 599 20 JANVIER 2009

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques. Il favorise les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT ET SANS MODERATION

GAUTIER de COINCY, poète français du XIII^e siècle :

« Marie est mère que nul n'épuise

Plus y trouve qui plus y puise ».

EDITO

LES DANAÏDES

Monsieur Patrick Devedjian est ministre de la relance et se trouve ainsi dans une sorte de position de vice-premier ministre, le premier ministre apparemment en vigueur se trouvant probablement inoccupé. Il a déjà mille projets dans ses cartons pour relancer la France. Tous ces projets étant des projets étatiques, ce sont des projets qui vont générer la pauvreté. Une loi économique qui ne souffre pas d'exception définit en effet que toute dépense étatique coûte cinq fois plus chère que si la dépense correspondante était faite dans le privé ; le nouveau et inutile ministre n'envisage que des dépenses publiques et annonce déjà un deuxième plan de relance !

Les collectivités locales vont l'aider. En effet, il est connu que la France croule littéralement sous l'accumulation de ces collectivités leurs multiples interférences. La crise pourrait être

l'occasion unique de mettre de l'ordre dans ce fouillis. Ce n'est pas du tout le cas. Les collectivités locales craignent de manquer d'argent et elles présentent comme une bonne nouvelle le fait que pour elles le crédit est toujours disponible. Il est à craindre qu'elles empruntent encore davantage d'autant plus qu'avec la crise immobilière les droits de mutation dont elles bénéficient en partie ont baissé fortement. Le résultat inévitable sera une augmentation des impôts avec bien entendu une augmentation des délocalisations.

La seule véritable mesure qui serait logique serait de réduire les avantages insensés dont bénéficient les dirigeants de ces collectivités et les hauts fonctionnaires de ces mêmes collectivités et que, de cette façon, elles puissent baisser les impôts et rendre l'argent à leurs concitoyens.

Au même moment, le remaniement ministériel ressemble à une ruée sur le butin étatique !

Les Danaïdes étaient pour la mythologie grecque les 50 « charmantes » filles du roi Danaos. Ayant épousé leurs cousins, elles les égorgèrent ; c'est pourquoi elles furent condamnées à remplir sans fin un tonneau percé.

En annonçant dès maintenant un deuxième plan de relance, le vibronnant ministre va nous infliger le supplice que connurent ces charmantes filles.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

LE TELETHON

Le téléthon est une entreprise publicitaire qui n'est pas claire dans ses objectifs. Les défenseurs de la vie humaine l'accusent de financer des actions en vue de la suppression des petits à naître. Mais une autre nouvelle vient de nous parvenir. France Télévision qui est partenaire de l'opération facture 1 500 000 € pour les 30 heures de diffusion. Il y a aussi des vedettes qui apparaissent dans l'opération ; nous ne savons pas si elles reçoivent de l'argent pour ces apparitions. Ces nouvelles ont été données par le républicain lorrain du 16 décembre 2008 et reprises par le site de ligne droite

LA PRIME TRANSPORT

Quand le pétrole était au plus haut le gouvernement quasi socialiste que nous avons a décidé arbitrairement que les entreprises devraient prendre en charge une partie des transports de leurs salariés les plus lointains, ceci bien entendu dans un parfum odieux d'usine à gaz administrative.

Le pétrole s'est écroulé : il faudrait supprimer cette nouvelle charge.

Quand un impôt est créé on ne le détruit jamais et c'est pourquoi la prime de transport est maintenue.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions les lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

La démocratie européenne est-elle une farce ?

En juin 1992, les Danois rejettent de justesse le Traité de Maastricht qui rendit possible la création de l'euro. En mai 1993, on les fit revoter et ils approuvèrent le traité. Mais en septembre 2000, les Danois rejetèrent l'adoption de l'euro. En juin 2001, les électeurs irlandais ont rejeté le Traité de Nice par lequel l'Union européenne s'apprêtait à passer de 15 à 25, puis 27 membres. Un nouveau vote en octobre 2002 approuva le traité. En mai 2005, les Français ont rejeté le projet de Constitution européenne. Le vote négatif est interprété comme un signal contre le Président Chirac plutôt qu'un désaveu de la Constitution européenne. En juin 2005, les Néerlandais rejettent eux aussi la Constitution européenne. Le vote négatif est encore une fois interprété comme n'ayant rien à voir avec la Constitution elle-même. Les Néerlandais auraient fait passer dans le référendum leur mauvaise humeur à propos de l'euro et de l'immigration. L'Union européenne ne se sent pas visée. En juin 2008, les Irlandais rejettent le Traité de Lisbonne par 53% contre 47%. Aussitôt les commentateurs favorables à l'eurocratie prétendent psychanalyser ce vote négatif en citant la peur d'une plus forte taxation et la baisse du pouvoir d'achat. Bref, les Irlandais n'ont rien compris.

La constitution irlandaise prévoit de soumettre l'adoption des traités européens au référendum. L'Union européenne accepte donc de se soumettre à cette règle de l'un de ses Etats-membres, mais quand le résultat n'est pas celui qu'elle attendait, l'opinion de la majorité des électeurs est traitée par le mépris. Les Irlandais revoteront en octobre 2009.

Dès l'annonce des résultats négatifs du référendum irlandais, l'Union européenne a mis la pression maximale sur l'Irlande et les partisans du « non ». On menaçait les Irlandais de « conséquences désastreuses » si le traité n'était pas adopté. On parla même de retirer au représentant de l'Irlande le droit de siéger à la Commission européenne. L'Union européenne encouragea les parlements nationaux à poursuivre la ratification du Traité de Lisbonne alors que, légalement, ce traité ne pouvait en aucune façon entrer en application

du moment qu'il était rejeté démocratiquement par l'un des Etats-membres. Les députés européens qui dénoncèrent ce « forcing » comme inacceptable et anti-démocratique se virent sanctionnés par le Président du Parlement européen. L'intimidation était à son comble.

A l'occasion de ce référendum, on a pu voir que l'ensemble des partis gouvernementaux irlandais approuvaient un traité rejeté par la population. La question qui se pose alors logiquement est celle de la représentativité de ces partis. Mais la classe politique, qu'elle soit irlandaise ou européenne, en donne une tout autre lecture. Selon elle, les électeurs irlandais ont été trompés par des moyens d'information privés (c'est-à-dire qui échappe aux mains des partis). Ils n'ont pas saisi les enjeux du Traité de Lisbonne. Ils ont réagi d'une façon limitée, ne voyant que leurs intérêts nationaux et non ceux de toute l'Union européenne. En d'autres mots, quand les électeurs votent contre l'Union européenne, c'est qu'ils ont été trompés ou n'ont rien compris – cette rhétorique douteuse a submergé tous les grands médias européens à la suite du référendum irlandais. Mais quand les électeurs votent pour l'Union européenne, personne ne pense à douter de leur information ou de leur niveau de compréhension. Quand les électeurs votent contre l'Union européenne, ils sont soumis à un examen très serré de leurs motifs. On fait alors des sondages pour découvrir ce qui n'a pas marché. Mais quand ils votent pour, personne ne s'inquiète de leurs raisons. Quand les électeurs votent contre l'Union européenne, on les fait revoter, mais pas quand ils votent pour. Cela suppose que l'Union européenne représente le Bien : un vote contre ne peut être qu'un vote délinquant.

Il y a quelque chose de non démocratique dans tout cela. Le référendum peut avoir ses limites, mais une fois qu'il a rendu ses résultats, il faut s'y tenir. Faire revoter revient à dire : « Vous vous êtes trompés. Attendez un peu qu'on vous explique et vous voterez dans le bon sens. » Si c'est vrai que les électeurs sont si bêtes ou si mal informés qu'ils ne votent pas « bien » du premier coup, ne serait-il pas plus simple de les dispenser du vote ? L'intention de l'Union européenne d'arracher aux peuples leur assentiment par des votes successifs, séparés par des vagues de propagande, est manifeste. Il était déjà patent que le Traité de Lisbonne était une Constitution dans une nouvelle sauce. C'était donc déjà un affront fait aux Néerlandais et aux Français qui l'avaient rejetée. A présent que les Irlandais ont refusé de l'ingurgiter, quelle manœuvre l'Union européenne va-t-elle trouver pour le leur faire avaler de force ?

L'argument proposé est que 800 000 électeurs irlandais ne peuvent « tenir en otage » tous les électeurs européens. Cela suppose que le Traité de Lisbonne aurait reçu l'approbation de tous les autres Etats-membres – ce qui reste à prouver. Comme l'Irlande est le seul Etat où un référendum a eu lieu, et que certainement les autres Etats ne prendront pas le risque d'en ternir un, on ne saura jamais ce qu'en pense la majorité des Européens. De toute façon, si l'Union européenne n'était prête à accepter que le vote positif, il fallait dès le départ refuser le référendum irlandais. Une fois accepté, il faut s'y tenir. La réalité est que l'Union européenne – entendez par là la classe politique européenne – n'est démocrate que lorsque cela sert ses intérêts. Elle ne l'est pas du tout quand il s'agit de se soumettre à l'opinion majoritaire d'une population qui n'a pas bien répondu à la propagande officielle.

Le mépris de l'Union européenne pour la démocratie est aujourd'hui d'une évidence

criante. Elle rejette même l'état de droit quand elle fait ratifier un traité rejeté ou quand elle cherche à faire adopter par les Irlandais un Traité de Lisbonne qui n'est déjà plus celui que les autres Etats ont adopté. La magouille est totale.

Ces pratiques font penser que la démocratie européenne est une farce. Faire revoter sur les traités ou changer leurs titres est un affront fait aux électeurs. C'est un bricolage abject qui ruine l'estime et la confiance des gens. Visiblement, le rêve des gouvernements européens et, en particulier, de l'Union européenne serait une démocratie sans électeurs ni élections. Ce serait une démocratie où l'on s'arrangerait entre ministres nationaux, commissaires européens et parlementaires majoritaires. Ce serait une démocratie safe, où le risque d'un désaveu populaire n'existerait pas. Ce serait une démocratie sur le modèle soviétique, mais dans le style feutré, mou, occidental. L'Union européenne, avec ses 25 Commissaires non élus et irresponsables, et son projet de se donner un Président non élu, aimerait beaucoup ce genre de démocratie.

Christophe Buffin de Chosal
bba@ubi.be

DIVERS

Réformes et fausses ruptures : Vœux 2009 aux forces vives ?

Ce que les Français aimeraient donc entendre sortir de la bouche du Président, c'est l'assurance d'une mise en oeuvre immédiate des réformes structurelles s'il ne veut pas, en 2012, n'avoir présidé qu'un quinquennat blanc. Le grand danger c'est que le président face à la crise et aux résistances multiples soit un Chirac en plus jeune !

Ces réformes structurelles, de plus en plus urgentes sont en priorité les suivantes :

Une réforme drastique de l'Etat,
La réforme généralisée de la fiscalité
La réforme d'une sécurité sociale en voie d'implosion.

Avec notre droite très "sociale" qui n'a pas eu le courage de faire des réformes radicales résultat : notre pays décline. En France, le libéralisme politique, sociétal est admis comme une valeur républicaine. Le libéralisme économique mondial est avec la crise le bouc émissaire facile, responsable de tous nos malheurs!

Ruptures et réformes nécessaires au vu de la situation économique de notre pays. Cela, pour terrasser notre trio infernal : prélèvements énormes, impôts très lourds et dettes abyssales. Fruits amers de nos déficits à répétition.

Déficits qui détruisent, depuis trois décennies, notre économie et nos emplois. Plus de 50 chantiers de réformes qui, forcément fâchent les publics concernés et inquiètent notre sphère publique. Néanmoins, elles sont Indispensables pour que la France entre dans la compétition mondiale en force, avec ses atouts, débarrassée des contraintes fiscales et réglementaires qui la font régresser. L'addition des divers "NON" politiques, syndicaux aboutit, au final, à un résultat qui affaiblit notre pays.

Souvent ces réformes à minima qui sont vidées de leur substance donc de leur efficacité, par un gouvernement tétanisé par la peur de la rue, des députés peu courageux, des sénateurs conservateurs, une haute administration qui freine et pervertit les décrets d'application, voir ne les met pas en application. Une honte pour notre représentation nationale ! 40 % des lois votés ne sont jamais appliquées !

Les multiples petites réformettes mises en place par notre gouvernement donnent donc naturellement de petits résultats. Ce qui rend les Français, déjà démoralisés, impatientes et septiques vis à vis de la classe politique. Elles vont dans le bon sens, mais une véritable rupture se fait attendre.

Seule une réforme fiscale radicale peut nous sortir du dragon tentaculaire qui paralyse notre économie, démoralise nos concitoyens, ruine nos enfants. Pour faire face aux problèmes de la France, la réduction des dépenses publiques est indispensable ! Avec, en plus, une lutte féroce contre les 150/250 milliards de nos folles dépenses inutiles. Gabegie aggravée par une gestion calamiteuse étatique et des fraudes sociales ! Fraudes facilitées par notre assistanat dispensé par des organismes multiples, coûteux et non coordonnés.

En résumé, l'état devrait exercer avec rigueur ses fonctions régaliennes (ce qu'il ne fait pas) et redonner aux citoyens la liberté d'entreprendre (ce qui est difficile) avec nos contraintes fiscales, aggravées par un secteur public excessif et des charges sociales très lourdes.

gerard.Gelé

e-mail: gele.gerard@wanadoo.fr

LE FLASH SUR VACLAV KLAUS

Bonjour et meilleurs vœux.

Merci pour ce texte et pour tous les précédents. En ce qui concerne ce dernier, je serais tout prêt, à titre personnel, à le reproduire dans le N° 16 de Dihunomp car je suis en grande partie d'accord sur l'analyse du dévoiement de l'Europe par rapport aux principes originaux, mais il est beaucoup trop long pour s'accommoder de la faible pagination du journal d'une part, et, d'autre part, il ne s'inscrit pas dans la volonté d'une Europe, certes différente, mais en tout cas nécessaire pour le salut et l'avenir des Européens, de tous les

Européens, grands et petits. Et, en ce qui concerne ces derniers, je pense que la seule voie, tout au moins pour certains, de se débarrasser de l'emprise d'un hexagone parfaitement inepte, est une Europe à laquelle seront confiés, mais strictement limités à ceux-là, les pouvoirs pleins et entiers dits régaliens de, affaires extérieures, sécurité intérieure, monnaie et autres sujets d'intérêt général européen que les États-membres actuels se révèlent incapables de résoudre à leur misérable échelle. Je retransmets toutefois votre texte à quelques amis sans lui assurer la diffusion la plus large possible comme vous le souhaiteriez.

Bien amicalement. Paul Chérel.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

(A diffuser largement)

LUNDI 19 janvier 2009

SNCF-MAMMOUTH

La SNCF, ce qui englobe tous les chemins de fer dont Réseau Ferré de France (RFF), fait partie du désastre français au même titre que la sécurité sociale ou l'éducation nationale ou encore bien d'autres « mammouths » et explique à elle seule une partie de la paupérisation du pays.

Il faut décrire le mammouth pour ensuite essayer de l'expliquer. Enumérons en cascade le résumé des diverses calamités.

La ruine par les TGV.

Monsieur Jean-Cyril Spinetta, Président d'Air France, a mis les pieds dans le plat en 2004 d'une façon fracassante en montrant du même coup et très officiellement les méfaits de l'économie dirigée. Il a dit publiquement « que le TGV et son développement impliquent par nature des subventions » : c'est clairement indiquer que le magnifique jouet est une des causes multiples, mais à très grande échelle, de l'effet de ruine qui ravage la France depuis des décennies.

Un rapport de la Cour des Comptes sur « La réforme ferroviaire de 1997 » a démontré que les TGV sont largement à la source de la ruine connue de la SNCF, bien qu'elle ait aussi d'autres causes comme le laxisme dans la gestion du personnel. Sous le titre anodin de « réforme ferroviaire » se situe la séparation de la SNCF en deux : d'un côté les investissements dans les infrastructures et de l'autre le fonctionnement des transports de voyageurs et de marchandises.

La société propriétaire des infrastructures se dénomme RFF ou Réseau Ferré de France ; la séparation fut réalisée pour isoler le passé représenté par des dettes abyssales, en espérant que le reste, à savoir l'exploitation, repartirait du bon pied.

Le rapport dénonce « Le lourd endettement de la SNCF induit principalement par les investissements considérables effectués pour construire et équiper les lignes nouvelles à grande vitesse. » Ces investissements ont-ils été rentables ? Que nenni ! Les chiffres cités montrent bien que la situation de l'ensemble SNCF plus RFF n'est pas du tout satisfaisant et continue à être un vrai boulet financier pour la nation et il en résulte, a fortiori, que l'opération TGV, dont les comptes ne seront jamais établis en vérité, est un désastre se traduisant en particulier par des frais financiers gigantesques.

La triste confirmation de la situation globale vient plus loin : « Le taux de rentabilité financière qui mesure la rentabilité des ressources durables de l'entreprise est de 1,8 % en 2002 » : c'est vraiment la déroute. Malgré cette déroute des présentations inexactes des comptes font croire aux contribuables que l'entreprise SNCF serait bénéficiaire ce qui lui permet de distribuer un dividende ! C'est facile tant l'opacité règne dans les relations entre les deux entités SNCF et RFF.

L'activité des transports de marchandises.

C'est un problème en soi car le fret est très déficitaire. Ce point est connu, les usagers potentiels se plaignant souvent du peu de confiance que l'on peut accorder aux prestations des transports ferroviaires de marchandises. L'un des multiples et scandaleux motifs des grèves dont nous allons parler plus loin vient des efforts de l'entreprise pour sauver le fret.

La pléthore du personnel.

Le nombre de voyageurs transportés par agent dans les diverses compagnies de chemin de fer calculé par l'Ifrap est à la SNCF de 4 847, au Danemark de 9231 et au Japon 50 872. Le chiffre d'affaires de la SNCF est de 30 milliards d'euros et les dépenses de 90 milliards. Cet ouragan de ruine ne réalise que 4 % des transports en France. La faute est principalement due à la pléthore du personnel jointe à son statut très privilégié.

Les dysfonctionnements techniques.

Parmi eux les passages à niveau. Un tout récent et épouvantable accident a montré les innombrables pièges existant dans ce domaine. Il existe 15 100 carrefours où quotidiennement le trafic routier rencontre le trafic ferroviaire et en 2007 ils ont été l'occasion de 115 collisions au cours desquelles 38 personnes ont perdu la vie.

La SNCF prétend nous consoler en remarquant que le nombre de collisions diminue grâce à ses efforts. En 1997 nous en étions à 184 accidents. Également le nombre de personnes tuées est en diminution puisqu'il y a 11 ans nous en avons 51 par an ! Après les larmes de circonstances, François Fillon a déclaré courageusement « qu'il va falloir accélérer la suppression des passages à niveaux qui sont encore trop nombreux en France ». Les larmes ayant été versées, il est passé à autre chose. Aucune instance juridique ne peut être engagé

valablement contre les responsables, un des principes de l'économie dirigée étant : « Responsables, mais pas coupables ». Quant à la SNCF, elle continue sans encombre à ruiner la France et le programme de sécurisation va continuer son train-train, puisqu'il n'y a plus d'argent nulle part. Au même moment en Allemagne il n'existe pratiquement plus de passages à niveau dangereux. Maintenant nous avons aussi les chutes de caténaires.

Il faut retrouver, dans la liste des dysfonctionnements, les TGV. Régulièrement il se produit des arrêts en pleine campagne avec des passagers abandonnés des heures sans boisson, ni nourriture, ni médicaments. S'ajoutent les retards permanents sur le réseau secondaire qui ajoutés aux grèves ont pour résultat que personne ne saura s'il aura un train.

Le monopole abusif.

Les lignes de cars de voyageurs ne sont autorisées qu'avec l'accord de la SNCF. Or, elles ont montré leur souplesse et il faut souligner leurs avantages bien connus pour l'environnement et leur rentabilité malgré la modicité de leurs prix.

Les grèves à répétition.

Depuis des décennies, la vie quotidienne de millions de Français et en particulier de 10 millions de banlieusards est empoisonnée par des grèves à répétitions qui ont pour résultat que brusquement les usagers sont cloués sur le quai. Il est évident que si le droit de grève est inscrit dans la constitution, le droit de circuler librement est inscrit dans le droit des gens et devrait être très supérieur au droit de grève. Dans ces circonstances, il est exact de dire que depuis des décennies les cheminots ont déclaré une véritable guerre au peuple français.

Le syndicat Sud Rail vient d'inventer une nouvelle forme de grève : c'est la grève de 59 minutes comme d'autres inventent une nouvelle forme de guerre; grâce à cette méthode les grévistes ne perdent que 15 € par jour alors que lorsqu'ils font une grève d'une autre durée ils peuvent perdre bien davantage. C'est pour cela que la gare Saint-Lazare, la plus grande gare de France, vient d'être fermée pendant deux jours et n'a rouvert que progressivement. Le motif invoqué pour la grève était ridicule et se limitait à contester le déménagement d'un local de repos vers la gare du nord.

Toutes ces calamités de détail si l'on peut dire se renforcent en boucle. Il n'y a jamais d'argent à cause des pertes gigantesques et ces pertes viennent d'une pléthore de personnel, ce personnel bénéficiant de statuts tout à fait exceptionnels. Les syndicats sont embusqués, avec comme seul objectif leur prospérité c'est-à-dire la richesse des chefs syndicalistes, et ajoutent ainsi à la catastrophe générale.

La cause principale de la chaîne des calamités se situe dans la nationalisation de la SNCF, mais ne disons jamais que ces monstres sont irréformables. La Suède, pays pourtant socialiste, a réformé son appareil ferroviaire d'une façon spectaculaire par une privatisation bien conduite et même le personnel s'en félicite à présent.

Il faut reconnaître, cependant, que la privatisation prendrait du temps en France et que les effets seraient très lents à venir.

Le président de la république en vigueur avait tous les moyens au cours de l'été 2007 de faire plier le mammoth pour autant sans le privatiser et il en avait le devoir. Il ne l'a pas fait.

Pour réussir l'opération il fallait dire aux Français la vérité tout entière avec les vrais chiffres, en particulier sur le personnel, et la clamer sur les ondes : cela n'a pas eu lieu.

L'on pouvait et l'on devait aussi supprimer le monopole de la SNCF sur les transports : la vérité éclaterait là aussi et il se mettrait en route une foule de transports de substitution.

Les syndicats devaient être brisés. Tout le monde dit en France qu'il nous faudrait une Thatcher ; Lady Thatcher s'est trouvée confrontée à la puissance des syndicats de mineurs anglais qui ruinaient son pays. Malgré l'importance extrême du charbon à l'époque dans le fonctionnement de l'économie elle a trouvé le moyen de gagner la bataille. Si le nouveau pouvoir l'avait voulu il pouvait arriver à bout du mammoth, une grève générale de la SNCF étant au demeurant supportable avec les transports de substitution. La bataille gagnée aurait été salutaire vis-à-vis d'autres mammoths.

Malheureusement les prévisions sont pessimistes et il y a tout lieu de penser que rien ne bougera pas vraiment sauf le changement de quelques responsables, les nouveaux venant s'enrichir précisément sur la bête en la laissant répandre autour d'elle l'odeur terrifiante de l'effet de ruine habituel.

Michel de Poncins

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire

micheldeponcins@orange.fr

—

REMARQUE IMPORTANTE

Il est conseillé d'indiquer aux personnes qui ne reçoivent pas les flashes qu'ils peuvent aussi les consulter :

Sur TOCQUEVILLE MAGAZINE

<http://libeco.net/>

ou sur LE PILORI

<http://www.midiassurancesconseils.com/Lepilorigeneral.htm>

INVITATION

AU PROCHAIN DINER-DEBAT

DE RADIO-SILENCE (<http://www.radio-silence.org>)

Mercredi 4 févr. 2009 à 19 h.30

avec M. Winfried Wuermeling :

"DE RETOUR DES CHRETIENS EN TURQUIE" (diaporama):

L'orateur, co-fondateur de R.S., est bien connu de nos auditeurs en raison notamment de ses émissions hebdomadaires "Actualité religieuse".

Lieu: Restaurant LE GRENADIER, gare d'Austerlitz, 75013 Paris.

Le restaurant se trouve au-dessus de la brasserie de la gare. Parkings gare.

Envoyez s.v.p. dès maintenant votre chèque de 27 E/place (étudiants et chômeurs 22 E) à:

**LA VOIX DU SILENCE, 5 rue Dufrenoy,
75116 Paris (radio-silence@wanadoo.fr)**

POUR CONNAITRE LE CHEMIN LIRE

- THATCHER A L'ELYSEE (Le jour où elle est devenue Président de la République) (Odilon-Media)

L'auteur a réellement invité Madame Thatcher à venir se faire élire en France. Le gouvernement de l'époque a voulu empêcher la parution du livre !

Le roman de la prise du pouvoir par Margaret Thatcher est très fascinant et drôle.

En six mois, la nouvelle présidente délivre la France de ses démons.

NOTA : Le livre se trouve chez Duquesne Diffusion 27 avenue Duquesne 75007 Paris tel : 01 45 55 87 55

CITATIONS

LAURENCE PARISOT

Cette dame a bien du mal dans la négociation sur l'assurance chômage.

Du coup, certains patrons regrettent que Denis Gautier Savagnac ne soit plus à la manœuvre. Un responsable patronal a dit « DGS était compétent sur le fond et il savait caresser les syndicats dans le sens du poil »

NDLR : Forcément les billets ont des effets « caressants »....

MICHEL BARNIER

«Nous disposons d'une boîte à outils qui nous permet d'avoir davantage de protections pour les agriculteurs à travers des systèmes d'assurance et d'aider davantage de producteurs qui en ont vraiment besoin, comme l'élevage des ovins»

NDLR : Boîtes à outils, dispositifs, usine à gaz... . Les agriculteurs comme d'autres ont besoin de liberté et non d'interventions étatiques.

REVUE DE PRESSE

ULTRA LIBERAL

http://www.libres.org/francais/annonces/une_2009/011609_indice_liberte_economique_2009.htm

LA FRANCE, CLASSEE LE PAYS LE PLUS ULTRA-LIBERAL

Jacques Garello

C'est ce que ne cessent d'affirmer chez nous les hommes politiques de tous bords et les médias de toutes sortes. Toutes les difficultés connues actuellement par les Français sont ainsi passées au débit de l'ultra-libéralisme. D'autres classements, venus de l'étranger, ne nous attribuent pas un tel record.

Le Wall Street Journal et Heritage Foundation publient chaque année un "index de liberté économique" qui place la France en 64^{ème} position sur 179 pays. Il y a dix ans la France était parmi les 20 premiers (avec les mêmes critères) et l'an dernier en 48^{ème} position. C'est dire la marche triomphante de l'ultra-libéralisme dans notre pays !

Ce tableau fait apparaître que la France est un pays où la liberté économique régresse sans arrêt. En Europe nous sommes bons derniers, ex aequo avec les Roumains (mais qui progressent, eux, en sens inverse). Ailleurs, nous sommes devancés par des pays comme l'Arménie, la Géorgie, l'Uruguay, etc. Encore un petit effort, et nous serons dans le peloton emmené par le Zimbabwe et la Corée du Nord.

Voici une preuve supplémentaire des dégâts créés par le capitalisme. Il est temps de le refonder ! Nicolas Sarkozy, les socialistes, les rouges et les verts s'y emploient activement. Rejoignons vite le camp des ultra-libéraux

Jacques Garello est Président de l'ALEPS et Professeur Emérite à l'Université Paul Cézanne.

Le 16 Janvier 2009

CRISE

Pour Pascal Salin la crise financière est due à l'interventionnisme

Francis Richard, 16 janvier 2009



L'Institut Constant de Rebecque publie aujourd'hui un rapport sur la crise financière réalisée par Pascal Salin ([ici](#)), professeur émérite à l'Université Paris - Dauphine. Ce rapport, que j'invite l'internaute à lire, et à relire, sans modération, commence par affirmer que

"la meilleure régulation passe par le libre fonctionnement des marchés, et non par leur réglementation".

Tout le contraire de la chanson que l'on vous serine dans la quasi totalité des médias.

Pascal Salin ne se contente pas d'affirmer, il démontre :

"La cause essentielle de cette crise, écrit-il, provient [...] de l'extraordinaire variabilité de la politique monétaire américaine au cours des années récentes. Or, celle-ci est bien évidemment décidée par des autorités publiques et non déterminée par le marché [...]. Pendant toute la période de bas taux d'intérêt et de crédit facile, le monde a été submergé de liquidités. Afin de profiter de cette magnifique occasion de profits faciles, les établissements financiers ont accordé des crédits à des emprunteurs de moins en moins fiables, comme l'a montré la crise des "subprimes" (voir mon article [Le marché du crédit hypothécaire perverti par l'interventionnisme](#)).

Lorsque l'on est revenu à des taux d'intérêt plus normaux, les excès du passé sont apparus au grand jour : c'est l'éclatement de la "bulle financière".

A cette cause essentielle il faut ajouter des facteurs aggravants : la certitude implicite d'un sauvetage par les autorités publiques en cas de difficultés (voir mon article [La bouée étatique à l'origine de la crise financière](#)) - ce qui n'a pas manqué, et qui n'incite pas à la

responsabilité - et le contournement par les banques de leur obligation arbitraire de maintenir un ratio de 8% de fonds propres sur avoirs, en dissimulant une partie non négligeable de leurs encours derrière le paravent d'autres organismes, tels que des fonds d'investissement. On a donc créé des liquidités artificielles. Au lieu de fonder la croissance sur des fonds propres, on l'a fait sur du crédit, et sur une apparence illusoire de fonds propres. On a imposé un résultat qui

"ne remplacera jamais le libre jeu des décisions d'être humains responsables (c'est-à-dire capitalistes)".

Il ne faut pas confondre régulation et réglementation. La régulation de l'activité économique est le résultat du libre fonctionnement des marchés :

"les actions de ceux qui interviennent sur les marchés apportent de nouvelles informations qui les conduisent à s'ajuster continuellement à leur environnement".

La réglementation, ou régulation étatique, est la prétention d'un petit nombre qui détiendraient

"des informations meilleures et plus nombreuses que les innombrables intervenants des marchés",

ce qui justifierait qu'ils soient "chargés de réglementer et de contrôler les autres".

Un modèle de référence serait caractérisé par un système où la création monétaire arbitraire serait impossible et se traduirait par une monnaie stable et par une évolution lente et prévisible des prix; par une épargne abondante et volontaire, répartie

"entre des fonds propres, rémunérés par un taux de rendement risqué et donc variable, et des fonds prêtables rémunérés par un taux d'intérêt fixé à l'avance de manière contractuelle entre prêteurs et emprunteurs".

Ce modèle de référence a existé, au XIXe siècle...

Aujourd'hui il en va tout autrement :

"Le taux d'intérêt n'est plus déterminé uniquement par le marché des fonds prêtables, mais il est devenu un instrument de la politique monétaire. La création monétaire est entre les mains des autorités publiques et celles-ci déterminent le taux d'intérêt, soit directement, soit indirectement par les achats et les ventes d'avoirs financiers de la banque centrale. Il en résulte qu'un écart plus ou moins important peut exister entre le taux d'intérêt résultant de la politique monétaire et le taux d'intérêt qui reflète la rareté relative de l'épargne prêtable, celui qui serait déterminé par les désirs des prêteurs et des emprunteurs".

La "politique d'argent bon marché" est destinée à stimuler l'activité économique et l'investissement. En réalité l'épargne étant insuffisante on crée de la monnaie et

"corrélativement le taux d'intérêt diminue. Cette baisse d'intérêt est totalement artificielle puisqu'elle laisse croire que l'épargne prêteable est plus abondante qu'elle ne l'est en réalité. Ce faisant, les autorités publiques donnent une information fautive aux marchés [...]. Le taux d'intérêt étant bas, les emprunteurs sont incités à emprunter plus, pour financer des investissements, pour acheter des actifs financiers ou pour acheter des logements (cas des Etats-Unis ou de l'Espagne au début du XXI^e siècle). C'est ainsi que naissent les "bulles financières" ou les "bulles immobilières". Effet pervers : "la baisse d'intérêt effectif réduit l'offre de fonds prêteables".

Pascal Salin parle de "l'illusion de la relance économique" (voir la vidéo dans mon article

[Les politiques de relance de l'économie par l'Etat échouent toujours](#)) :

"La crise financière mondiale, qui atteint un grand nombre de pays dans le monde, se traduit maintenant par un ralentissement de l'activité économique, ce qui inquiète l'opinion. Les gouvernements essaient donc de répondre à cette inquiétude par la mise en oeuvre de "plans de relance". S'ils restaient totalement passifs, on ne manquerait pas de leur reprocher, dans la mesure où tous les citoyens ont été éduqués dans l'idée que les pouvoirs politiques avaient le devoir essentiel de veiller à la prospérité et qu'ils en avaient les moyens".

Le dirigeant politique doit donc faire quelque chose. Heureusement pour lui il y aurait

"une règle simple, inspirée de la théorie keynésienne : pour relancer l'activité économique, il faut accroître la demande globale et, pour cela, il faut soit augmenter les dépenses publiques, soit relancer la consommation, soit encore créer de nouvelles liquidités monétaires".

On a vu ce qu'il en était de la création monétaire. Les dépenses publiques, ce n'est pas mieux :

"[elles] ne créent pas de nouvelles richesses; elles ne consistent qu'à prendre à certains la richesse qu'ils ont créée afin de l'utiliser pour acquérir des biens choisis arbitrairement par les politiciens et les bureaucrates".

Pour relancer la consommation

"Obama a promis de baisser l'impôt sur le revenu pour 95% des Américains, ce qui serait très bien (s'il peut jamais y parvenir). Mais cela serait très bien non pas parce que c'est censé accroître la consommation - étant donné que la croissance nécessite l'accumulation de capital, soit de l'épargne et non de la consommation - mais parce que cela introduirait davantage d'incitations à travailler plus, épargner plus, engager davantage de salariés, etc."

Le problème est que dans le même temps Obama a prévu "d'augmenter les taux d'imposition marginaux sur les hauts revenus", ce qui provoquera inévitablement un ralentissement économique :

"La raison en est que dans n'importe quelle société, toutes les personnes sont interdépendantes : si l'on décourage un entrepreneur d'investir et de créer de nouveaux emplois, cela entraîne un taux de croissance plus faible et un taux de chômage plus élevé".

Comme on le voit, nos dirigeants ont tout faux. Pascal Salin va encore plus loin :

"Contrairement à ce qu'on a tendance à penser, les faillites sont créatrices et non destructrices : le maintien des entreprises en difficulté perpétuerait les mauvais choix, alors que les faillites permettent de transférer leurs actifs vers des propriétaires et managers qui sauront mieux les utiliser".

Le moins qu'on puisse dire est que Pascal Salin ne pratique pas la langue de bois. Il ne nous laisse d'ailleurs aucun espoir sur le financement des folles dépenses que nos dirigeants s'apprêtent ou ont déjà commencé à faire :

"ils ont recours à l'impôt - diminuant d'autant le pouvoir d'achat des citoyens - ou à l'emprunt - limitant alors les ressources nécessaires à l'investissement".

BREVES ET LONGUES

PAYS-BAS ET CHOMAGE

La Hollande offre dans divers domaines un paysage contrasté. Elle bénéficie quasiment d'un taux de plein-emploi avec simplement 4 % de chômage. Malgré ces résultats et justement pour les conforter, elle est le premier pays d'Europe à vouloir remettre très activement au travail les chômeurs de longue durée. L'actuel gouvernement qui est plutôt de gauche vient de prendre cette mesure impopulaire sans débat au parlement. Les personnes ayant commencé à toucher des indemnités de chômage après le 1er juillet 2008 devront avoir retrouvé du travail dans les 12 mois. Si elles n'ont pas retrouvé de travail, elles devront accepter n'importe quel emploi sous peine de voir leurs indemnités supprimées.

Bien entendu il y a des protestations mais il ne semble pas que le gouvernement soit prêt à les entendre : en effet, parmi les 100 000 chômeurs de longue durée recensés en décembre 2007 un grand nombre pourraient pourvoir une partie des 236 000 postes qui sont vacants dans tous les métiers. A notre humble avis, il y a peu de chances que le gouvernement socialiste en France se lance dans la même voie.

USA ET CORRUPTION

La corruption démocratique existe aux USA comme ailleurs. Quand un sénateur quitte son poste, le gouverneur de l'État correspondant a le droit de donner de nommer librement le successeur : c'est, à l'évidence une grande richesse que d'avoir un tel droit de distribuer le butin étatique. Or le gouverneur de l'État de l'Illinois est accusé d'avoir essayé de vendre littéralement au plus offrant le siège de sénateur laissé vacant par le président Barak Hussein Obama. La démarche après tout est logique.

Remarquons que dans beaucoup de pays de telles combinaisons se produisent couramment. Le jeu démocratique en effet implique que l'on achète des voix pour les revendre ultérieurement et cela se passe souvent en France mais il faut reconnaître que les méthodes sont plus douces et plus cool que la méthode qu'a prise, semble-t-il le gouverneur de l'Illinois et c'est pour cela que personne ne proteste.

LA GUERRE DES PALESTINIENS

Les palestiniens sont dans la rue et manifestent leur présence par une série de manifestations : saccage de vitrines, pillages de magasins, voitures incendiées, attentat contre une synagogue.

Un passant cependant a fait remarquer que c'était à peine plus que d'habitude. En tout cas il faut reconnaître qu'actuellement on importe en France des luttes tribales qui n'intéressent que d'autres nationalités.

ARISTOTE ET L'IMMIGRATION

Désinformation hebdo nous donne une citation intéressante du philosophe Aristote à propos du droit du sol : « quant à ceux auxquels cette dénomination échoit autrement que par la voie normale, ceux, par exemple, qu'on a fait citoyens par naturalisation, laissons-les de côtés. Le citoyen n'est pas citoyen par le fait d'habiter tel endroit, car des métèques et des esclaves partagent leur résidence avec lui... Or dans la pratique on définit comme citoyen celui qui est né de deux citoyens et non pas d'un seul, père ou mère.

Est aussi facteur de sédition l'absence de communauté ethnique tant que les citoyens n'en sont pas arrivés à respirer d'un même souffle. Car de même qu'une cité ne se forme pas à partir d'une base de gens pris au hasard, de même ne se forme-t-elle pas dans n'importe quel espace de temps. C'est pourquoi parmi ceux qui ont, jusqu'à présent, accepté les étrangers pour fonder une cité avec eux ou pour agréer la cité, la plupart ont connu des séditions ».

LES LOYERS AGRICOLES

Il y a en France 3,5 millions de propriétaires terriens et malheureusement ils sont méprisés par les pouvoirs publics depuis longtemps car considérés comme moins intéressants que les fermiers. Ils n'ont pas la liberté de fixer le loyer en accord avec les fermiers et tels que les intérêts de chacune des parties soient respectés. Sous prétexte d'unification le gouvernement est en train de fabriquer un nouvel indice qui s'imposera dans toute l'étendue du territoire sans prendre en compte la diversité des productions et des terrains. Théoriquement cependant cela ferait-elle légère hausse de deux à 3 % .

DOCUMENTS

(Nous publions les documents tels que nous les recevons ; ils n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs)

TCHEQUIE (de FRANCOIS GUILLAUMAT)

Les « anti-Lisbonne » tchèques s'appellent les « Citoyens libres »

Par [Alena Gebertová](#) [13-01-2009]

Lundi, deux nouvelles formations se trouvant en stade préparatoire et attendant leur enregistrement formel ont annoncé leur prochaine entrée dans l'arène politique du pays. Se déclarant toutes les deux de droite, elles ont des visions fondamentalement différentes sur l'intégration européenne.



Le Parti des citoyens libres (Strana svobodných občanů). Tel est le nom de la formation qui a été présentée, lundi, par le jeune économiste Petr Mach, proche collaborateur du président Václav Klaus, dont l'euroscpticisme est de notoriété publique :

« Nous défendons la souveraineté de la République tchèque et de ce fait nous refusons le Traité de Lisbonne. En ce qui concerne l'introduction de l'euro, nous voulons attendre le moment réellement favorable pour la majorité des citoyens tchèques. A cette fin, nous imposerons un référendum».



[Petr Mach](#), photo: CTK

L'opposition au Traité de Lisbonne se présente effectivement comme la priorité numéro un des Citoyens libres, même si d'autres thèmes, comme la réduction des impôts et de la bureaucratie ou la transparence des institutions politiques, figurent également dans leur

discours. Par ailleurs, une déclaration à ce sujet a été lue lors de cette première conférence de presse. Petr Mach :

«Nous sommes les témoins de l'arrogance croissante de certains représentants des Etats membres de l'Union européenne et de la pression croissante sur l'élimination de tout débat sur la forme future de l'Union. De plus en plus de partis et de politiciens se soumettent à cette pression... Pour la République tchèque, le Traité de Lisbonne est tout particulièrement désavantageux. Il ne donne pas assez de garanties pour empêcher les tentatives de rendre caducs les 'décrets Benes' ou les tentatives d'appliquer les revendications patrimoniales à l'égard de la République tchèque ».

Petr Mach a confirmé qu'une collaboration du Parti des Citoyens libres avec le mouvement Libertas du Mister No irlandais Declan Ganley était envisagée lors des élections européennes de juin prochain. Dans le pays, ce nouveau parti est d'ores et déjà soutenu par certains députés et sénateurs « rebelles » du Parti civique démocrate (ODS), deux ou trois artistes connus, largement médiatisés sont en outre les sympathies et le soutien qui lui sont donnés par les deux fils du président de la République.

Rappelons que la République tchèque qui préside en ce moment l'Union européenne n'a pas encore entamé le processus de ratification du Traité de Lisbonne.

CHINE (de François Guillaumat)

http://www.jcnews.com.cn/content/2009-01/14/content_10995.htm
CHINE - Mystère à Chongqing

Que s'est-il passé le 8 janvier dernier à Chongqing ? Tous les habitants ont entendu trois énormes déflagrations. Depuis, aucune information n'a été donnée et la rumeur enfle. Une situation malsaine, estime le Xiaoxiang Chenbao.

Chongqing

Le 8 janvier, trois énormes boums ont retenti dans le centre-ville de Chongqing [gigantesque municipalité du sud-ouest de la Chine]. Des rumeurs de crash aérien, d'explosion ou d'effondrement ont immédiatement parcouru la ville, tandis que le porte-parole de la municipalité affirmait n'avoir aucune information sur l'incident pouvant être à l'origine de ces bruits assourdissants ; l'Office sismologique de Chongqing était formel : il ne s'agissait pas d'un tremblement de terre [Chongqing est limitrophe du Sichuan] ; les

services de l'aviation civile de l'aéroport indiquaient qu'aucun avion ne s'était écrasé, et, le 11 janvier, le responsable du centre d'entraînement de l'armée de l'air de la région militaire de Chengdu [capitale du Sichuan] déclarait que les déflagrations du 8 n'avaient rien à voir avec un problème en vol de leur escadrille : la rumeur selon laquelle des avions de chasse se seraient écrasés était complètement infondée. A ce jour, l'origine de ces trois bruits assourdissants reste un mystère. Ce qui ne signifie pas qu'ils ne vont plus faire parler d'eux... Au contraire, ils vont continuer et alimenter les rumeurs et le désarroi des résidents.

Il est regrettable que tant de jours plus tard on n'ait encore obtenu que des démentis, et pas la moindre certitude susceptible d'apaiser l'opinion. Pourtant, il est certain que ces trois énormes boums ont d'ores et déjà évolué en véritable crise publique. On se retrouve dans la même situation que lors des épidémies de SRAS et de grippe aviaire, ou que lors des affaires d'atteinte à la sécurité publique survenues dans d'autres villes. L'incapacité des services gouvernementaux à faire face à ces incidents amplifie leurs effets négatifs qui deviennent difficiles à maîtriser. Ils jouent sur les nerfs fragiles des citoyens et mettent à l'épreuve la capacité de réaction des municipalités. Quelles sont les leçons à tirer de tels incidents ? Comment améliorer la capacité de réaction et résoudre ces crises publiques qui surviennent brusquement ?

On dit que l'année 2009 devrait être marquée par un accroissement des facteurs de risques sociaux, une accumulation des sujets de tension et un ordre public plus complexe, impliquant une gestion de la sécurité plus lourde et difficile. C'est pourquoi les citoyens ordinaires, et en particulier les personnes de basse condition, seront encore plus sensibles aux rumeurs. Le gouvernement doit prendre en compte leur état d'esprit et répondre aux crises de manière appropriée.

Quand le public ignore tout de ce qui se passe, il est difficile d'empêcher des rumeurs de circuler et l'inquiétude de sourdre. Et ce n'est que lorsque la vérité éclate au grand jour que la population croit le gouvernement et les médias. Dans le cas présent, les citoyens sont en droit de connaître la vérité en ce qui concerne ces trois grands boums survenus à Chongqing. Tout le monde attend impatiemment que les services concernés diligentent une enquête au plus vite et fournissent des explications publiques afin de mettre un terme, de façon crédible et preuves à l'appui, à toutes les supputations, et de rétablir ainsi la vérité.

Ye Kuo

Xiaoxiang Chenbao

Israël

Réseau Liberté

Je conçois aisément combien il peut être difficile de faire oeuvre d'impartialité dès lors qu'il s'agit, dans un climat jamais dépassionné, de départager selon leurs mérites ou démérites respectifs Israël et l'Autorité palestinienne.

Encore que l'on puisse se demander ce que représente réellement l'Autorité palestinienne sous Mahmoud Abbas dès lors que l'organisation terroriste Hamâs a réussi à phagocyter, par la ruse, la bande de Gaza.

Cependant, à titre personnel, si je vote sans la moindre hésitation pour Israël, ce n'est certainement pas sans avoir soigneusement pesé le pour et le contre et tiré la conclusion qui, à mes yeux, s'impose plus que jamais.

Que l'on me permette alors d'exposer, fort succinctement certes, les arguments d'autorité qui me conduisent à considérer que non seulement l'Etat d'Israël a le droit de vivre en paix sur sa terre, mais qu'il a aussi le devoir sacré de préserver son intégrité.

Ainsi, Israël n'est pas un nouveau venu sur la terre de Palestine; en effet, l'Etat hébreu moderne peut se prévaloir d'une ancienneté de plus de trois mille ans qui, sans coup férir, légitime sa présence et donc sa réalité politique incontournable.

Depuis 1948, la démocratie israélienne se trouve donc fondée à se défendre contre toutes les tentatives d'agressions extérieures clairement destinées à réduire à néant toute trace de son existence dans le prétendu "dar-el-islam".

La présence arabo-musulmane, rendue plus aiguë par l'imposture conceptuelle de "peuple palestinien" avec laquelle le monde doit aujourd'hui composer, ne date, elle, que de l'an 638 avec la prise de Jérusalem par les musulmans.

Pour autant, les choses étant ce qu'elles sont, je ne saurais contester qu'il faille tenter de trouver une solution à cette question inextricable si tant est qu'il soit encore envisageable, hors de toute confrontation armée, de trancher un tel noeud gordien.

Plus encore, je crains fort que la création d'un Etat palestinien ne règle rien du tout et risque même d'aggraver une situation déjà précaire dès lors que ce nouvel Etat, créé ex nihilo aux côtés d'Israël, restera pour longtemps anti-démocratique.

Depuis l'attaque islamo-fasciste du 11-Septembre, aux Etats-Unis, le monde libre et démocratique se trouve confronté à un terrorisme en apparence aveugle qui ne fonctionne que sur un mode binaire : à nous la planète ou la mort !

Or la simple lecture de la Charte du Hamâs, en tout point barbare, confirme ce délire légal officiellement dévoilé au monde entier le 11 septembre 2001 et qui justifie donc, sans autre forme de procès, qu'Israël doive être rayé de la carte :

Article 15 : "(...) Face à l'usurpation de la Palestine par les Juifs, il faut brandir l'étendard du jihad et cela nécessite la diffusion de la conscience islamique parmi les masses locales, arabes, et islamiques. Il faut propager l'esprit du jihad dans la nation, l'engagement face aux ennemis et l'adhésion aux rangs des combattants du jihad (...)"

Aussi, les idiots utiles qui défilent, en France et ailleurs, en croyant dur comme fer que le Hamâs terroriste vaut démocratie sont bien à plaindre : ainsi cautionnent-ils une imposture universelle dont, bien entendu, ils seront les premières victimes !

Dans l'article 13 de sa Charte, le Hamâs affirme : "les initiatives, les prétendues solutions de paix et les conférences internationales préconisées pour régler la question palestinienne vont à l'encontre de la profession de foi du Mouvement de la Résistance Islamique"

Nicolas Sarkozy, en villégiature diplomatique dans la région, est-il bien au fait du contenu de cet article 13 ? La meilleure façon, certes un peu cynique, de sortir de l'impasse actuelle provoquée par un Hamâs irréductible consisterait alors à laisser les choses courir jusqu'à leur terme.

Pour conclure, j'affirme donc qu'il est des plus honteux d'accuser Israël de tous les péchés commis par ailleurs par des organisations terroristes qui ont juré sa perte; sans être parfait et ne pouvant compter que sur ses propres forces, Israël défend courageusement son statut démocratique.

Librement !

Philippe (Sully) ROBERT

<http://sully1.typepad.com>

02400 FRANCE
